



**PRÉFÈTE
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

Nîmes, le **26 JUIL. 2023**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Subdivision ICPE
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-044-DREAL

- complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 07-044N du 27 avril 2007
- réactualisant les dispositions applicables en cas de période de sécheresse
applicables à la société SYNGENTA pour l'exploitation de son usine située sur la commune
de Aigues-Vives

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** les articles L. 211-3, L. 216-4 et R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- VU** le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée n°21-327 du 23 juillet 2021 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse ;
- VU** l'instruction du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

- VU** l'arrêté cadre départemental n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°07-044N du 27 avril 2007 modifiant et actualisant les prescriptions qui réglementent l'exploitation de l'usine de formulation, conditionnement et stockage de produits agrophytosanitaires exploitée par la société SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS sur la commune d'Aigues-Vives ;
- VU** la lettre préfectorale du 1er août 2017 actualisant la situation administrative du site suite à la demande d'antériorité de bénéficier des droits acquis visés par l'article L513-1 du code de l'environnement adressée par l'exploitant ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-027-DREAL du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2022-026-DREAL du 16 juin 2022 portant prescriptions complémentaires relatif à la demande de réduction des quantités de liquides inflammables relevant de la rubrique 1436 de la nomenclature des installations classées, susceptibles d'être présentes sur le site industriel exploité par la société SYNGENTA Productions France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2022-050-DREAL du 14 septembre 2022 portant prescriptions complémentaires relatif aux liquides relevant de la rubrique 1436 sur le site industriel exploité par la société SYNGENTA Productions France SAS sur le territoire de la commune d'Aigues-Vives ;
- VU** le plan de réduction de la consommation d'eau en cas de sécheresse référencé DG-QSE-ENV-003 indice 1 et daté du 10/09/2019 ;
- VU** le bilan des mesures de réduction de la consommation d'eau sur le site de production de Aigues-Vives transmis par la société Syngenta par courriel des 6 et 7 février 2023 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2023;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 25 mai 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** la réponse de l'exploitant de réponse de l'exploitant en date du 8 juin 2023 faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS est autorisée par arrêté préfectoral n° 07-044N susvisé à exploiter l'usine de formulation, conditionnement et stockage de produits agrophytosanitaires sur la commune d'Aigues Vives ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique doivent donc être prises ;

CONSIDÉRANT les prélèvements de l'établissement sont réalisés au sein de la zone 10 « Vistrenque et Vistre » ;

CONSIDÉRANT l'arrêté cadre départemental n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 définissant le cadre de mise en œuvre des mesures de limitation des usages de la ressource en eau en période de sécheresse dans le Gard définit les niveaux d'alerte, les secteurs hydrographiques et les mesures de limitation, restriction ou suspension des usages de l'eau en cas de crise sécheresse afin de permettre un accès à l'eau équitable entre usagers ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté définit en annexe 6 les mesures minimales de restrictions des usages de l'eau pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 prévoit que pour les installations industrielles soumises à la réglementation ICPE il convient de privilégier la prescription de mesures de restrictions d'eau spécifiques à chaque activité, en prévoyant des mesures proportionnées aux différents niveaux de gravité de la crise sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;

CONSIDÉRANT que les prélèvements d'eau sur le site d'Aigues-Vives sont mis en œuvre d'une part pour le process et la formulation des produits et d'autre part pour le fonctionnement d'une barrière hydraulique ;

CONSIDÉRANT que, concernant les eaux de process mises en œuvre pour la formulation des produits, la consommation d'eau annuelle sur ces 5 dernières années reste inférieur à 22 000 m³, répartie à parts égales environ entre le réseau d'eau public et les eaux de forage du site, ces volumes dépendant de la nature des produits formulés contenant une quantité d'eau variable ;

CONSIDÉRANT que, concernant le fonctionnement de la barrière hydraulique, le prélèvement d'eau annuel sur ces 5 dernières années est en moyenne de 260 000 m³ ;

CONSIDÉRANT que cette barrière hydraulique a été mise en place suite à une pollution historique de la nappe phréatique afin de pouvoir contenir la migration potentielle en aval du site du métolachlore, substance contenue dans la formulation de pesticide, dont le débit total maximal de prélèvement est de 30m³/h ;

CONSIDÉRANT ainsi que les prélèvements d'eau mis en œuvre pour le fonctionnement de cette barrière hydraulique constituent un usage lié à la santé via la prévention des impacts environnementaux qui seraient générés par une diffusion de la pollution via les eaux souterraines en dehors des limites du site ;

CONSIDÉRANT que ces eaux prélevées via la barrière hydraulique sont traitées sur une station dédiée directement sur le site industriel puis rejetées, après contrôle, dans le milieu naturel au point de rejet du site au niveau de la roubine attenante ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté cadre n°30-2023-05-24-00001 du 24 mai 2023 dispose que les prélèvements associés aux usages liés à la santé ne sont pas concernés par des mesures de réductions en fonction des niveaux de sécheresse ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'une optimisation des prélèvements liés à cette installation de protection des impacts sanitaires et environnementaux doit être recherchée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé dans des essais s'inscrivant dans le cadre d'une nouvelle phase de gestion de la pollution de la nappe avec des arrêts maîtrisés

de la barrière hydraulique (principe du « stop and go ») afin à la fois de récupérer une partie de la pollution située sous les bâtiments et également de prendre en compte les besoins de préservation de la ressource en eau et de sobriété énergétique ;

CONSIDÉRANT que même si le facteur de volume d'eau prélevé par quantité de produits finis fabriqués est variable en fonction de la diversité des produits finis, ce facteur, mesuré sur la base d'une moyenne sur une année est inférieur à 2 litres d'eau prélevée par litre de produits finis, en considérant que ce ratio ne s'applique pas durant le(s) mois de fermeture annuelle ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il est nécessaire de réviser les dispositions de l'arrêté préfectoral n°19-027-DREAL susvisé relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse par la société SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS pour son site d'Aigues-Vives afin de prendre en compte les dispositions du nouvel arrêté cadre départemental sécheresse du 24 mai 2023 et des recommandations du guide sécheresse établi par le ministère en charge de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS sur son site industriel situé sur le territoire de la commune de Aigues-Vives sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Prélèvements d'eau autorisés

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau.

Le ratio de référence est limité à 2 litres d'eau prélevée par litre de produits finis. Ce ratio est mesuré sur la base d'une moyenne sur une année et ne s'applique pas durant le(s) mois de fermeture.

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement pendant les jours d'ouverture du site si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

En tout état de cause, lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.

L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressources utilisées	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Zone d'alerte	Prélèvement annuel autorisé *	Débit de prélèvement maximal journalier		
					Niveau de gestion sécheresse		
					Normal ou Vigilance	Alerte	Alerte renforcée ou Crise
Hors fonctionnement de la barrière hydraulique							
Réseau AEP	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDG101	ZONE 10 Vistrenque et Vistre	20 000 m³/an	80 m³/j	80 m³/j ** pic max autorisé	80 m³/j ** pic max autorisé
Nappe	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDG101	ZONE 10 Vistrenque et Vistre	20 000 m³/an	80 m³/j	80 m³/j ** pic max autorisé	80 m³/j ** pic max autorisé
** Limitation du débit cumulé des deux sources d'alimentation désignées ci-dessus « Réseau AEP » et « Nappe » :					/	Débit cumulé des 2 sources d'alimentation moyenné sur une période de 15 jours limité à: 76 m³/j	Débit cumulé des 2 sources d'alimentation moyenné sur une période de 15 jours limité à: 70 m³/j
Pour le fonctionnement de la barrière hydraulique							
Nappe	Alluvions anciennes de la Vistrenque et des Costières	FRDG101	ZONE 10 Vistrenque et Vistre	400 000 m³/an	1440 m³/j	1440 m³/j	1260 m³/j

* hors usage lié à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, aux opérations d'entretien et de maintien hors gel du réseau incendie et hors impératif sanitaire (tours aéroréfrigérantes)

Article 3 – Plan d’actions en situation de sécheresse

L’exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d’économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d’alerte, d’alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d’alerte où sont localisés les prélèvements de l’établissement, soit la **zone 10 « Vistrenque et Vistre »**.

Ces mesures se substituent à celles de l’arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L’information sur les zones d’alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d’eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu’à l’information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d’urgence à mettre en œuvre sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau	Mesures spécifiques ICPE cumulatives de niveau en niveau
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none">Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d’utilisation d’eauLimitations volontaires des usages, de l’eau	<p>Rappel des mesures d’économie d’eau élémentaires au personnel de l’installation</p> <p>Définition d’un programme renforcé d’autosurveillance des effluents</p>
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none">Mesures définies pour le niveau de vigilanceInterdiction d’arroser les pelouses et espaces vertsInterdiction de l’alimentation des points d’utilisation d’eau d’agrémentInterdiction des tests des poteaux incendie et purge des réseaux d’eau interdits, hors opération imprévue nécessaire à la garantie de la sécurité des installationsOpérations de nettoyage (véhicules, voiries....) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publiqueUsage exclusif de balayeuses/lessiveuses pour le nettoyage des sols des ateliers ou voiries, hors nettoyage particulier et imprévu nécessaire pour garantir la sécurité et la salubrité publique	<p>Mesures définies pour le niveau de vigilance</p> <p>Arrêt de la programmation des arrosages</p> <p>Suppression des exercices utilisant de l’eau dans le cadre de la protection incendie - entraînement sans utilisation d’eau</p> <p>Interdiction d’arrosage de pelouse ou toute autre activité non liée au processus de production</p> <p>Renforcement du programme de vérification du bon fonctionnement des installations et équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents</p> <p>Mise en œuvre si nécessaire du programme de renforcement de l’autosurveillance de la qualité des rejets défini au seuil de vigilance</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Report des opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées (opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique 	<p>Relevé quotidien les compteurs d'eau (jours site en activité)</p> <p>□ Réduction estimée de 4 m³ d'eau par jour *. Cette réduction est mesurée sur la base d'une moyenne des prélèvements sur 15 jours.</p>
<p><u>Alerte renforcée</u></p>		<p>Mesures définies pour le niveau d'alerte</p> <p>Objectif de diminution des prélèvements pour la réhabilitation des eaux souterraines: objectif de réduction à terme de 10% des volumes prélevés pour le fonctionnement de la barrière hydraulique sans incidence sur la qualité de la réhabilitation suite à la réalisation d'une étude et des essais spécifiques</p> <p>Diminution de l'usage des eaux industrielles: prise en compte dans la planification des productions de la nécessité de réduire les consommations d'eau : enchaînements de produits pour limiter les nettoyages, évaluation des besoins en refroidissement</p> <p>Définition des modifications à apporter à son programme de production afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité</p> <p>Repousser tous les tests d'étanchéité hors période de sécheresse en utilisant de l'eau de pluie si possible</p> <p>■ Réduction estimée de 10 m³ d'eau par jour*. Cette réduction est mesurée sur la base d'une moyenne des prélèvements sur 15 jours.</p>

<p style="text-align: center;"><u>Crise</u></p>		<p>Mise en œuvre du programme de production modifié défini au seuil d'alerte renforcée.</p> <p>Le cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt en sécurité des lignes de production.</p>
--	--	---

** par rapport aux consommations moyennes d'eau de process en période normale d'activité (hors alerte, alerte renforcée, crise) soit 80 m3/j*

Article 4 - Document spécifique sécheresse à mettre en place dès le seuil d'alerte

Lors de chaque atteinte du niveau de gestion sécheresse en « alerte », déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements, l'exploitant met en place un document spécifique sécheresse maintenu en permanence à jour et à disposition de l'inspection, présentant les actions de réduction menées et les gains obtenus.

Lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant transmet à l'inspection, dans un délai maximal d'une semaine, un document spécifique « sécheresse » comportant :

- ➔ les éléments justificatifs des actions de réductions menées depuis le déclenchement du seuil « alerte » et des gains de réduction obtenus ;
- ➔ les volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau eau potable, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines, autres...)
- ➔ les prévisions de volumes prélevés sur les trente jours suivants et les actions d'économie d'eau en cours ou prévues ;
- ➔ Le cas échéant, les difficultés prévisibles si la période de restriction perdure.

Article 5 - Plan d'actions et Bilan

Plan d'actions :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan d'actions de réduction des consommations précisant :

- les mesures mises en œuvre sur ses installations lors du déclenchement des mesures d'urgence,
- leurs modalités d'application,
- les conditions de reprise,
- les gains de réduction des consommations attendus pour chacune des mesures proposées.
- les conclusions de l'étude d'optimisation de la consommation d'eau de la barrière hydraulique sans incidence sur la qualité de la réhabilitation.

Bilan :

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation à posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article 6 – Abrogation

L'arrêté préfectoral n°19-027-DREAL du 13 août 2019 relatif aux mesures à prendre en période de sécheresse complémentaire à l'arrêté préfectoral n°07-044N du 27 avril 2007 est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

Article 7 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 10 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire d'Aigues-Vives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société .

La préfète

Pour la Préfète,
la Sous-Préfète,
secrétaire générale adjointe
Chloé DEMEULENAERE